



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 3012

Texte de la question

INITIATIVES FRANÇAISES POUR LA POLITIQUE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. François Sauvadet, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Sauvadet. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, chaque jour, nous avons devant nous ces mêmes images insoutenables de migrants qui débarquent, hagards, sur les côtes italiennes, et que l'on voit désormais attendre accrochés à des rochers de Vintimille, à la frontière franco-italienne. Le sentiment que l'on éprouve, et que beaucoup de Français ressentent, est d'abord un sentiment d'incompréhension face à l'impuissance des gouvernements et de l'Europe à résoudre cette question lancinante.

Pour nous, députés du groupe UDI, qui sommes profondément européens, et pour tous ceux qui croient en l'Europe, pour tous les humanistes, cette situation est inacceptable et intenable. Le ministre de l'intérieur vient d'annoncer un « plan migrants » de 10 000 places supplémentaires. C'est sans doute nécessaire, mais c'est aujourd'hui en Italie que se pose la vraie question et que se trouve la vraie urgence. Que faisons-nous face à cette situation invraisemblable qui voit les migrants errer pour tenter de passer la frontière et être immédiatement reconduits ensuite ?

Sur ces questions, monsieur le Premier ministre, on attend la voix de la France. Or nous avons le sentiment que votre gouvernement n'a pas de projet pour sortir l'Europe de l'ornière.

C'est d'ailleurs le même sentiment d'impuissance que nous ressentons face à la question grecque qui traîne en longueur, au point que certains pensent désormais que son départ de la zone euro serait une solution et une nouvelle chance qui lui serait donnée.

Allons-nous continuer de laisser la situation se déliter sous nos yeux ? Allons-nous continuer de laisser planer la suspicion sur la capacité de l'Europe et sur notre propre capacité à répondre à ces urgences ?

Car si la France est immobile, comment voulez-vous que l'Europe avance ? La France ne peut pas rester les bras croisés quand tant d'enjeux globaux nous imposent « plus d'Europe » et « mieux d'Europe ».

J'aimerais donc que vous répondiez clairement à cette question : quelles initiatives urgentes la France va-t-elle porter pour que l'Europe soit en mesure de répondre sans attendre aux défis migratoire et économique qui nous sont aujourd'hui posés ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Monsieur le député, Bernard Cazeneuve et Michel Sapin auraient pu vous répondre sur ces deux questions – ce qu'ils feront sans doute au cours de cette séance de questions au Gouvernement.

Il est d'ailleurs un peu paradoxal – même si je vais bien sûr vous répondre sur le fond, car votre question est à la fois importante, cruciale et intéressante – de renvoyer uniquement vers la France ce sentiment d'impuissance de l'Union européenne.

S'agissant de la Grèce, je ne peux vous suivre : la France agit, à la fois par la voix du Président de la République et par celle du Gouvernement. Michel Sapin, en particulier, travaille dans le cadre du Conseil Ecofin, comme dans le cadre de ses relations avec ses collègues en charge des finances, pour trouver une solution avec le gouvernement grec, l'ensemble des gouvernements européens, mais aussi le FMI et les institutions européennes.

Il faut trouver une solution qui tienne compte de la situation de la Grèce et du peuple grec, mais aussi des engagements de la Grèce. De ce point de vue, la position de la France est extrêmement claire : il faut que la Grèce reste dans l'Union européenne, puisque la question a été posée, mais aussi dans la zone euro.

Dans les jours qui viennent, la France fera tout pour trouver la solution qui permette de répondre non seulement à un certain nombre d'aspirations du peuple grec, mais aussi aux enjeux financiers et budgétaires de l'Europe, dans le respect des engagements que la Grèce doit prendre en assumant ses responsabilités.

Pour ce qui est de la question migratoire, nous sommes face, au fond, à des défis semblables même s'ils sont d'une autre nature. Disons clairement les choses : la première réponse est en Afrique. Elle réside bien sûr dans la résorption des conflits au Proche et au Moyen-Orient. À cet égard, l'Europe doit assumer pleinement ses responsabilités. Si un pays a assumé ses responsabilités en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, c'est bien la France, au travers de sa diplomatie et de l'engagement de François Hollande ou de Laurent Fabius.

En ce domaine, nous demandons qu'il y ait plus d'Europe et que l'Europe assume pleinement ses responsabilités en Afrique.

Quant à la situation dramatique des migrants, nous prenons un certain nombre de mesures au niveau de notre pays. Mais nous faisons en sorte – et c'était l'engagement de Bernard Cazeneuve hier, dans le cadre du conseil Justice et affaires intérieures, avec notamment les ministres allemand et italien – de trouver des solutions.

Oui, vous avez raison : nous avons besoin de plus d'Europe. Sur ces deux questions, l'Europe est d'ailleurs à la croisée des chemins ; elle pourrait même sortir de l'Histoire si elle se révélait incapable de relever ces deux grands défis.

Soyez en tout cas assuré que la France assume pleinement ses responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. François Sauvadet](#)

Circonscription : Côte-d'Or (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3012

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 juin 2015](#)